

Het brandblusmateriaal bevindt zich in een muurkast die makkelijk geopend kan worden.

Om de kortste toegangsweg tot de brandweerpost aan te geven staan op verschillende plaatsen van het toeristisch kampeerterrein borden met het opschrift "poste d'incendie" in rode letters van minstens acht centimeter hoog op een witte achtergrond.

Het opschrift "poste d'incendie" kan worden vervangen door goed zichtbare pictogrammen.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid is artikel 6, § 2, uiterlijk 31 december 2009 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 512

[2007/200317]

24 JANVIER 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 29bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, modifié par l'arrêté ministériel du 30 mai 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2007;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il existe actuellement un retard très important dans le traitement des demandes de primes pour des investissements économiseurs d'énergie. Afin de procéder dans les meilleurs délais à la résorption du retard (programme 2006) alors que les premiers dossiers du programme 2007 sont attendus dans le courant du mois de janvier et qu'il est probable que le nombre de dossiers introduits en 2007 sera au moins équivalent à 30 000, il est indispensable de prendre notamment des mesures radicales pour faire face à cette situation déplorable, qui nuit à l'image de la Région wallonne et est contreproductif par rapport au message incitant à réaliser des économies d'énergie;

Considérant que les mesures à prendre sont à la fois d'ordre légal et portent sur une modification du traitement administratif des dossiers, avec introduction de délais de rigueur y compris pour les dossiers déjà introduits et non encore traités. Elles visent également à renforcer de manière significative les ressources humaines de l'administration, pour rencontrer ces besoins exceptionnels et temporaires, outre la nécessité de prolonger les intérimaires déjà en place actuellement;

Considérant dès lors, qu'il est essentiel que les modifications apportées à l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie puissent entrer en vigueur au plus tôt afin de pouvoir résorber les retards importants constatés qui nuisent aux attentes légitimes des citoyens de voir leur demande traitée dans des délais raisonnables;

Vu l'avis 42.110/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 37 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans les dix jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur un accusé de réception.

Dans les nonante jours ouvrables prenant cours le lendemain de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, envoie au demandeur une lettre contenant, soit la décision statuant sur la demande, soit une demande de compléments d'information. Lorsque le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, sollicite des compléments d'information, le demandeur dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour les notifier. Le délai de nonante jours ouvrables est suspendu à la date de la demande de compléments d'information jusqu'à la communication de l'ensemble des informations sollicitées.

La demande est réputée acceptée lorsque le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, n'a pas expédié, par lettre, sa décision au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2.

Dans les vingt jours ouvrables à dater de la notification de l'acceptation de la demande ou de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2, le montant de la prime est mis en liquidation par l'administration. »;

2° il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cas visé au § 2, alinéa 3, le gestionnaire de réseau ou l'administration, selon le cas, dispose d'un délai de trois ans, prenant cours le lendemain de l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, alinéa 2 pour vérifier la conformité de la demande aux conditions d'octroi visées au Titre II du présent arrêté et réclamer, s'il y a lieu, le montant de la prime octroyée en cas de non respect de ces conditions. »

Art. 2. Dans l'article 8, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'entrepreneur ou du vendeur" sont supprimés;

2° au § 2, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur" sont supprimés;

3° au § 3, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'entrepreneur" sont supprimés.

Dans les articles 9 et 11 du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur" sont supprimés.

Dans l'article 10 du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de l'audit" sont supprimés.

Dans l'article 10*bis* du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de la thermographie" sont supprimés.

Dans les articles 22, 23, 24, sixième tiret, 25, § 2, 26, § 1^{er}, 27, 29 et 30 du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur et de l'entrepreneur ainsi que, le cas échéant, de son cachet." sont supprimés.

Dans l'article 24, troisième tiret, du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature de l'auditeur" sont supprimés.

Dans l'article 25, § 1^{er}, même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du prestataire ainsi que, le cas échéant, de son cachet." sont supprimés.

Dans les articles 26 et 27, §§ 2 et 3, du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit", accompagnée de la signature du vendeur ou de l'entrepreneur" sont supprimés.

Dans l'article 28 du même arrêté, les termes "cette facture doit être accompagnée d'une copie de la preuve de paiement ou comporter la mention "pour acquit" accompagnée de la signature de l'auteur de l'audit" sont supprimés.

Art. 3. Les demandes introduites et sur lesquelles il n'a pas encore été statué avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont régies selon les dispositions du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 janvier 2007.

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 512

[2007/200317]

24. JANUAR 2007 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere Artikel 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 25*bis*, Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere Artikel 29*bis*, Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 30. Mai 2006;

Aufgrund des am 12. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Januar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass zur Zeit eine erhebliche Verzögerung bei der Behandlung der Prämienanträge für Investitionen zur Energieeinsparung entstanden ist. Um den Rückstand (Programm 2006) schnellstmöglich abzubauen, und unter Berücksichtigung der Tatsachen, dass die ersten Akten des Programms 2007 im Monat Januar erwartet werden, und dass die Anzahl der Akten, die im Jahre 2007 eingereicht werden, mindestens 30 000 beträgt, ist es unerlässlich, u.a. radikale Maßnahmen zu treffen, um dieser bedauernden Situation abzuwehren, die dem Ansehen der Wallonischen Region schadet, und angesichts der Botschaften, die zur Energieeinsparung anreizen, kontraproduktiv wirkt;

In der Erwägung, dass es sich bei den zu treffenden Maßnahmen einerseits um gesetzliche Bestimmungen handelt, welche eine Änderung der verwaltungstechnischen Behandlung der Akten betreffen, wobei zwingende Fristen eingeführt werden, einschließlich für die bereits eingereichten, jedoch noch nicht behandelten Akten; dass es sich aber auch darum handelt, die menschlichen Ressourcen der Verwaltung bedeutsam zu stärken, um diesem außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu genügen, wobei die bereits eingestellten Zeitarbeitskräfte verlängert werden müssen;

In der Erwägung, dass es von wesentlicher Bedeutung ist, dass die im Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung angebrachten Änderungen so bald wie möglich in Kraft treten können, um den erheblichen festgestellten Rückstand aufzuholen, der den legitimen Erwartungen der Bürger hinsichtlich einer Behandlung ihrer Akten innerhalb vernünftiger Fristen schadet;

Aufgrund des am 22. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 42.110/4 des Staatsrats,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 37 des Ministerialerlasses vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert:

1° Der 2. Paragraph wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

„§ 2. Innerhalb zehn Werktagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu.

Innerhalb neunzig Werktagen ab dem Tag, der auf den Eingang des Antrags folgt, schickt der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - dem Antragsteller ein Schreiben zu, das entweder den Beschluss über den Antrag oder eine Anfrage um zusätzliche Informationen enthält. Wenn der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - zusätzliche Informationen beantragt, verfügt der Antragsteller über eine Frist von dreißig Werktagen, um diese mitzuteilen. Die Frist von neunzig Werktagen wird am Datum der Anfrage um zusätzliche Informationen bis zur Mitteilung der gesamten beantragten Informationen ausgesetzt.

Der Antrag gilt als genehmigt, wenn der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - dem Antragsteller seinen/ihren Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist per Brief zugesandt hat.

Innerhalb zwanzig Werktagen ab der Zustellung der Genehmigung des Antrags oder dem Ablauf der in Absatz 2 vorgesehenen Frist, wird der Betrag von der Prämie von der Verwaltung zur Auszahlung festgelegt.“;

2° ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

„§ 3. In dem in § 2, Absatz 3 erwähnten Fall verfügt der Netzbetreiber oder die Verwaltung - je nach Fall - über eine Frist von drei Jahren ab dem Tag nach demjenigen, an dem die in § 2, Absatz 2 vorgesehene Frist abläuft, um die Übereinstimmung des Antrags mit den im Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten Gewährungsbedingungen zu prüfen und ggf. den Betrag der gewährten Prämie zurückzuverlangen, wenn diese Bedingungen nicht beachtet wurden.“

Art. 2 - Artikel 8 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° In § 1 wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen“ gestrichen;

2° In § 2 wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen“ gestrichen;

3° In § 3 wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers aufweisen“ gestrichen;

In den Artikeln 9 und 11 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers aufweisen“ gestrichen;

In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Verfassers der Energiebilanz aufweisen“ gestrichen.

In Artikeln 10bis desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Autors der Thermografie“ gestrichen.

In den Artikeln 22, 23, 24 sechster Strich, 25 § 2, 26 § 1, 27, 29 und 30 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Unternehmers oder des Verkäufers, gegebenenfalls mit deren Stempel, aufweisen“ gestrichen.

In Artikel 24, dritter Strich, desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Verfassers der Energiebilanz aufweisen“ gestrichen.

In Artikel 25 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Dienstleisters, gegebenenfalls mit dessen Stempel, aufweisen“ gestrichen.

In den Artikeln 26 und 27 § 2 und § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Verkäufers oder des Unternehmers aufweisen“ gestrichen.

In Artikel 28 desselben Erlasses wird der Wortlaut „diese Rechnung muss von einer Kopie des Zahlungsbelegs begleitet sein oder den Vermerk „Betrag erhalten“ in Begleitung der Unterschrift des Verfassers der Energiebilanz aufweisen“ gestrichen.

Art. 3 - Die bereits eingereichten Anträge, für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses noch kein Beschluss gefasst worden ist, werden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses behandelt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Januar 2007

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 512

[2007/200317]

24 JANUARI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25*bis*, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29*bis*, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 mei 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 januari 2007;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de behandeling van de aanvragen van premies voor energiebesparende investeringen een aanzienlijke achterstand heeft opgelopen; dat die achterstand (programma 2006) zo spoedig mogelijk weggevoerd moet worden daar de eerste dossiers van het programma 2007 in de loop van de maand januari verwacht worden en in 2007 waarschijnlijk minstens 30 000 dossiers ingediend zullen worden; dat bijgevolg afdoende maatregelen getroffen moeten worden om deze betreuwenswaardige toestand te verhelpen omdat hij schadelijk is voor het imago van het Waalse Gewest en indruist tegen de boodschap die aanzet tot de verwezenlijking van energiebesparingen;

Overwegende dat de te treffen maatregelen tegelijkertijd van wettelijke aard zijn en een wijziging van de administratieve behandeling van de dossiers beogen, waarbij vaststaande termijnen in acht genomen zullen moeten worden, ook voor de dossiers die al ingediend maar nog niet behandeld werden; dat ze ook een aanzienlijke versterking van de menselijke hulpmiddelen van de administratie beogen om in te spelen op de uitzonderlijke en tijdelijke behoeften, behalve de noodzaak tot verlenging van de uitzendkrachten die reeds in dienst genomen zijn;

Overwegende derhalve dat de wijzigingen aangebracht in het ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik zo spoedig mogelijk in werking moeten kunnen treden om de geconstateerde aanzienlijke achterstanden te kunnen wegwerken daar ze niet beantwoorden aan de legitieme verwachtingen van de burgers die hun aanvraag binnen redelijke termijnen behandeld willen zien;

Gelet op het advies 42.110/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 37 van het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Binnen een termijn van tien werkdagen, die ingaat op de dag na de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt de netbeheerder of de administratie, naargelang het geval, een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Binnen een termijn van negentig werkdagen, die ingaat op de dag na de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt de netbeheerder of de administratie, naargelang het geval, een schrijven naar de aanvrager met hetzij de beslissing die i.v.m. de aanvraag is genomen, hetzij een verzoek om bijkomende gegevens. Als de netbeheerder of de administratie, naargelang het geval, om bijkomende gegevens verzoekt, beschikt de aanvrager over een termijn van dertig werkdagen om ze mee te delen. De termijn van negentig werkdagen wordt opgeschort op de datum van het verzoek om bijkomende gegevens tot de mededeling van het geheel van de gevraagde gegevens.

De aanvraag wordt geacht te zijn aangenomen als de netbeheerder of de administratie, naargelang het geval, zijn beslissing niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn per post naar de aanvrager heeft gestuurd.

Het premiebedrag wordt door de Administratie uitbetaald binnen twintig werkdagen na de datum van kennisgeving van de aanvaarding van de aanvraag of na de vervaldatum van de termijn bedoeld in het tweede lid.”;

2^o er wordt een paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 2, derde lid, beschikt de netbeheerder of de administratie, naargelang het geval, over een termijn van drie jaar, die ingaat op de dag na de vervaldatum bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, om na te gaan of de aanvraag voldoet aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in Titel II van dit besluit en om het toegekende premiebedrag desnoods terug te vorderen als de voorwaarden niet vervuld zijn.”

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 wordt de zin “Deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of de vermelding “voldaan” bevatten samen met de handtekening van de aannemer of de verkoper” geschrapt;

2^o in paragraaf 2 wordt de zin “Deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of de vermelding “voldaan” bevatten samen met de handtekening van de aannemer of de verkoper” geschrapt;

3^o in paragraaf 3 wordt de zin “deze factuur moet vergezeld gaan van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding “voldaan” alsook van de handtekening van de aannemer” geschrapt.

In de artikelen 9 tot 11 van hetzelfde besluit wordt de zin “deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding “voldaan” alsook van de handtekening van de verkoper of de aannemer” geschrapt.

In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de auteur van de audit" geschrapt.

In artikel 10bis van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" alsook van de handtekening van de auteur van de thermografie" geschrapt.

In de artikelen 22, 23, 24, zesde streepje, 25, paragraaf 2, 26, paragraaf 1, 27, 29 en 30 van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, van de stempel van de verkoper of de aannemer" geschrapt.

In artikel 24, derde streepje, van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de auditor" geschrapt.

In artikel 25, paragraaf 1, van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de dienstverlener" geschrapt.

In de artikelen 26 en 27, paragrafen 2 en 3, van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan", van de handtekening en, desgevallend, de stempel van de verkoper of de aannemer" geschrapt.

In artikel 28 van hetzelfde besluit wordt de zin "deze factuur moet vergezeld gaan van een kopie van het betalingsbewijs of voorzien zijn van de melding "voldaan" en van de handtekening van de auteur van de audit" geschrapt.

Art. 3. De ingediende aanvragen waarover geen uitspraak is gedaan vóór de inwerkingtreding van dit besluit vallen onder de bepalingen van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 januari 2007.

A. ANTOINE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 53

[C — 2007/31023]

22 DECEMBRE 2006. — Ordonnance contenant l'ajustement du budget général des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2006 (1)

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2006 :

§ 1^{er}. les recettes générales sont réévaluées à :

2.431.233.000 euros,

conformément à la Mission 01 du tableau ci-annexé.

§ 2. les recettes spécifiques sont réévaluées à :

116.042.000 euros,

conformément à la Mission 02 du tableau ci-annexé.

Soit ensemble : 2.547.275.000 euros.

Art. 3. Par dérogation à l'article 8 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, et à l'article 2, 5°, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires, sont également affectées au Fonds d'Aménagement urbain et Foncier les recettes résultant du montant des transactions administratives ainsi que toute autre somme perçue par la Région à la suite de décisions des cours et tribunaux à charge des contrevenants au Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

Art. 4. La présente ordonnance entre en vigueur le jour du vote par le Parlement.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 513

[C — 2007/31023]

22 DECEMBER 2006. — Ordonnantie houdende de aanpassing van de Algemene Middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2006 (1)

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2006 :

§ 1. worden de algemene ontvangsten herraamd op :

2.431.233.000 euro,

overeenkomstig Opdracht 01 van de bijgevoegde tabel.

§ 2. worden de specifieke ontvangsten herraamd op :

116.042.000 euro,

overeenkomstig Opdracht 02 van de bijgevoegde tabel.

Hetzij samen : 2.547.275.000 euro.

Art. 3. In afwijking van artikel 8 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, en van artikel 2, 5°, van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen, worden de middelen afkomstig van de bedragen van de administratieve dadingen evenals van elke andere som die geïnd werd door het Gewest naar aanleiding van beslissingen van de hoven en rechtbanken ten laste van de overtreders van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening eveneens toegewezen aan het Fonds voor Stedenbouw en Grondbeheer.

Art. 4. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van de stemming door het Parlement.